

Philippe Aigrain

Cause commune

L'information entre bien commun et propriété

Fayard

Chapitre 1

Deux mondes en un

« Commun : qui appartient à tous ;
à quoi tous ont droit ou part. »

GRAND LAROUSSE ENCYCLOPÉDIQUE

Cher lecteur, chère lectrice, supposons un instant que, comme dans les romans de science-fiction de Doris Lessing¹, vous fassiez partie d'une lointaine équipe intergalactique envoyée chez nous prendre le pouls de notre planète. On vous aura muni d'instructions qui paraîtraient surprenantes à un Terrien. On vous invite à ignorer temporairement les symptômes d'une crise écologique physique : montée de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, usage rapidement insoutenable

1. Doris Lessing a écrit un cycle de romans de science-fiction réunis sous le titre *Canopus dans Argos : Archives*.

des ressources énergétiques, apparition de nouveaux problèmes de santé liés aux milieux et modes de vie. On vous demande de vous consacrer de toute urgence à un domaine largement immatériel, celui des échanges d'information entre êtres humains et des tensions qui s'y produisent. Vous partez en quête d'observations.

Première observation : Wikipedia

Le 15 janvier 2001, Larry Sanger, Ben Kovitz et Jimbo Welsh lancèrent un projet qui visait à créer une encyclopédie à laquelle chacun pourrait accéder librement et gratuitement, dont chacun pourrait réutiliser et modifier les articles pourvu que les articles modifiés restent eux-mêmes librement accessibles, utilisables et modifiables. L'outil de production de cette encyclopédie était un Wiki, c'est-à-dire un logiciel permettant à n'importe qui d'éditer n'importe laquelle de ses pages (articles) avec un simple navigateur Web. Vous avez bien lu : n'importe qui ayant accès à la Toile peut à n'importe quel moment changer le contenu de n'importe lequel des articles de cette encyclopédie. Un observateur terrien de cette activité, Clay Shirky, a reconnu dans son article « Les logiciels sociaux et la politique des groupes » [71]¹ que, même parmi les promoteurs de la coopération informationnelle, bien peu croyaient qu'une approche ouverte à tous, sans aucun contrôle éditorial a priori, pouvait

1. Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

aboutir à autre chose qu'à un chaos destructif. Trois ans et demi plus tard, la version anglaise de l'encyclopédie comporte 370 140 articles, et Wikipedia¹ existe dans plus de 80 langues, dont 18 comportent plus de 10 000 articles, le total dépassant aujourd'hui le million d'articles. La version française en comporte près de 60 000, en augmentation rapide. La vision dynamique du progrès du projet est encore plus impressionnante : passé une certaine masse critique d'articles et d'utilisateurs dans une langue donnée, la qualité des articles augmente rapidement. Pour un exemple d'article abouti, on pourra consulter notamment l'article « Clavecin² » de la version française.

Comment Wikipedia peut-il fonctionner et aboutir à un tel succès ? En libérant la capacité créative de dizaines de milliers de contributeurs, et en permettant à cette capacité de s'exercer à petites doses, incrémentalement. Et aussi en s'assurant, ce qui est tout le génie de la conception technique des Wikis et de la mise en œuvre qu'en fait Wikipedia, que cela prenne au moins autant de temps de détruire que de créer, et que les destructions soient réversibles. Wikipedia met en action des dispositifs de sécurité, mais ils ne s'exercent que contre ceux qui voudraient modifier de très nombreuses pages à la fois, ce qui ne saurait être le cas d'un contributeur bien intentionné. C'est seulement pour quelques endroits « critiques », telle la page d'accueil du projet, qu'il a été nécessaire d'introduire des principes de modération (soumission

1. <http://www.wikipedia.org>.

2. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Clavecin>.

de la demande de changement à l'équipe éditoriale). Comme la plupart des projets de coopération informationnelle libre, Wikipedia possède de nombreux dispositifs pour alimenter la coopération, lui permettre de progresser vers des buts partagés : listes de discussions entre contributeurs, historiques, métaprojets de coordination linguistique, projets satellites sur les synonymes, les citations, et surtout ce que Clay Shirky appelle la « Constitution commune » du projet, l'énoncé de ses buts et de ses règles.

Voilà notre observateur intergalactique fort étonné. En général, on ne l'envoie pas aussi loin pour constater que tout va bien. Il poursuit donc ses observations, et en voici bientôt une seconde, qui paraît difficile à concilier avec la première.

Deuxième observation : les multinationales de l'information en guerre contre leurs clients

Sous le titre « Le patron de Vivendi va prendre la tête de la guerre contre le piratage », le *Financial Times* [81] rapporte que, le 12 octobre 2004, Jean-René Fourtou, PDG de Vivendi-Universal et président de l'International Chamber of Commerce, s'est adressé, aux Nations unies, à un parterre de dirigeants de multinationales pharmaceutiques, pétrochimiques, du logiciel et des biens de consommation. Il a annoncé une offensive industrielle mondiale contre le piratage intellectuel, appelant les dirigeants d'entreprise à s'unir dans cette guerre. Le même jour, selon une dépêche de l'Associated Press, un groupe de travail fédéral américain a

recommandé de donner de nouveaux pouvoirs d'enquête et de police à ceux qui combattent le « vol de propriété intellectuelle », allant de la contrefaçon de médicaments à l'échange de musique sur Internet. Par exemple, le rapport de ce groupe de travail suggère d'autoriser les écoutes téléphoniques et la surveillance d'Internet, ainsi que d'instituer une obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de donner les noms des usagers accusés d'échanges de contenus soumis à copyright. Rien là de spécifique aux États-Unis : un renforcement similaire des procédures, incluant des mesures de saisie préventive des biens et avoirs des personnes accusées, est prévu dans la directive européenne « Respect des droits de propriété intellectuelle » adoptée le 29 avril 2004.

Les Terriens semblent ne pas s'étonner que l'on traite avec les mêmes instruments juridiques et de police la copie industrielle de produits physiques et l'échange d'information sans but lucratif par les individus. Ils ne paraissent pas s'étonner non plus d'une coalition mondiale de grands patrons s'organisant pour mener un lobbying conjoint auprès des gouvernements de 80 pays et cédant à la frénésie de la guerre préventive au point d'en lancer une contre leurs propres clients.

Les deux mondes

Redevenons simples Terriens. Cette coexistence de phénomènes apparemment si disparates qui touchent la production et les échanges d'information est-elle anecdotique ? Résulte-t-elle d'une

sélection un peu aléatoire effectuée par notre observateur intergalactique? Il n'en est rien. On trouvera plus bas deux tableaux (p. 26 et 27). Le premier liste quelques coopérations informationnelles qui nous donnent de nouveaux outils techniques, de nouveaux médias, de nouvelles connaissances partagées et réalisations scientifiques, de nouvelles coordinations entre promoteurs d'une vision de l'intérêt général. Le second n'est qu'un extrait de la longue liste de tensions résultant de l'appropriation forcenée de l'information et des connaissances par des acteurs économiques.

Tout se passe comme si deux mondes habitaient une seule planète, y traçant des routes complètement différentes.

Dans le premier, des programmeurs¹ de logiciels libres distribués dans le monde entier créent, sans recours aux transactions monétaires, des réalisations techniques plus complexes que ce dont l'humanité a pu rêver jusqu'à il y a peu. Le partage des goûts et des créations réinvente la diversité culturelle autant qu'il la brasse. L'usage des technologies de l'information et de la communication, du courrier électronique aux listes de discussion, des sites Web coopératifs à la mise en réseaux d'informations mutualisées, favorise l'apparition de nouvelles solidarités mondiales et locales. L'émergence de ressources et d'outils partagés pour l'information, par la preuve qu'elle apporte des bénéfices de la coopération et de la solidarité, renforce l'idée qu'il existe des biens

1. On les appelle en réalité développeurs, car leur activité ne se réduit pas à la programmation (l'écriture des logiciels) mais inclut leur conception, l'organisation de la coopération entre contributeurs multiples à ces efforts, les relations avec les usagers.

communs porteurs d'avenir. Les acteurs de ces domaines s'allient à ceux qui combattent pour préserver les biens publics mondiaux fragiles de la sphère physique (eau, air, climat, environnement). Les solidarités sociales s'enhardissent et se donnent les moyens du contrôle qualitatif des formes d'échange et de production, valorisant dans un même mouvement le commerce équitable, les économies d'énergie et le partage des connaissances. Elles explorent de nouveaux moyens de doter de ressources suffisantes les biens publics sociaux (éducation, santé, revenus pour tous). Une nouvelle ère du politique s'ouvre, qui s'appuie sur l'État à toutes ses échelles et sur les institutions internationales sans avoir besoin qu'ils contrôlent la vie sociale dans le détail.

Dans le second monde, des multinationales produisent des contenus standardisés (films, produits de marque, formats d'émissions télévisées) qu'elles déclinent en versions «localisées». Elles consacrent des sommes gigantesques à les promouvoir auprès de ceux qui sont assez riches pour se les payer, ou pour que leur attention soit vendue aux annonceurs publicitaires. Elles défendent leurs monopoles par de multiples murs de propriété : brevets, droits d'auteur patrimoniaux dont la mise en œuvre est maintenant assurée par la technique et la surveillance, à un moindre degré, marques. Les mécanismes complexes des transactions liées aux licences de brevets et de copyright leur permettent d'échapper aux prélèvements fiscaux. Dans ce monde, nous devenons les terminaux de la musique que nous écoutons, de médias qui ne nous permettent plus de distinguer mise en scène et réalité. Des campagnes d'information

Tableau 1 – Quelques coopérations informationnelles

Nature et résultats de la coopération	Exemples
Logiciels libres.	GNU/Linux, des milliers de programmes d'ordinateur utilisés par des dizaines de millions de personnes et les infrastructures de la société de l'information.
Médias coopératifs.	Slashdot, Indymedia, blogues : médias spécialisés ou généralistes.
Publications scientifiques ouvertes.	La Public Library of Science, des dizaines d'autres revues scientifiques en accès libre, un fonds de centaines de milliers de tirés à part sur le Web.
Nouvelles formes artistiques.	Musique hip-hop et remix, forums de poésie, art libre.
Archivage sociétal des radios publiques.	Archivage et mise en réseaux de partage par les individus des émissions de radio publiques après leur disparition des sites des radios. Projet d'institutionnalisation à travers un réseau national d'échanges.
Annotation coopérative des génomes.	Projet Ensemble : annotation coopérative (par des chercheurs de nombreux pays) des données décrivant les génomes de nombreux organismes pour mettre en commun le savoir et les hypothèses les concernant.

Tableau 2 – Exemples d’appropriation privée de l’information et tensions qui en résultent

Mécanismes	Effets ou tensions qui en résultent
Extension des domaines couverts par les brevets (molécules, notamment pharmaceutiques, variétés végétales, séquences génétiques, logiciels et méthodes de traitement de l’information).	Appropriation de connaissances ou de ressources naturelles auparavant considérées comme biens communs. Difficultés d’accès à des ressources essentielles (médicaments, semences). Entraves à l’innovation.
Mondialisation uniforme des brevets.	Entraves au développement.
Extension répétée de la durée des droits d’auteur.	Non-existence d’un domaine public pour les médias audiovisuels. Illettrisme dans l’usage de ces médias.
Criminalisation de comportements de partage sans but lucratif.	Restrictions dans la diffusion culturelle, mépris pour la loi, qui paraît taillée sur mesure pour des intérêts particuliers.
Installation de technologies qui contrôlent a priori les droits d’usage de l’information.	Définition plus restrictive de ces droits. Obstacles à la possibilité d’accéder à certains contenus avec certaines machines ou logiciels ou pour certains usagers (handicapés). Contrôle propriétaire des industriels sur les canaux de diffusion. Rareté des contenus artificiellement entretenue.
Présomption de culpabilité en matière de propriété intellectuelle.	Lorsque les mécanismes de propriété s’appliquent aux activités des individus ou à des actes fondamentaux de la vie sociale, un véritable danger pour les libertés existe.
Puissance démesurée et fragile des industries qui détiennent des monopoles sur l’information.	Pénétration accrue des gouvernements par les intérêts économiques, concentration extrême des médias, crise des processus démocratiques, contrôle des représentations et des termes de débat.

gouvernementales nous invitent à adopter une alimentation saine, alors que pour l'immense majorité de la population ni l'offre du supermarché du coin, ni les messages publicitaires généraux, ni les contraintes de temps ne permettent d'adopter ces comportements. Dans ce monde, nous sommes les cibles de médicaments – bientôt personnalisés génétiquement – que nous consommons, les logiciels nous utilisent plus que nous ne les utilisons, et nous éprouvons leurs mises à jour comme autant d'épreuves non choisies. Les marges de profit inimaginables des industries qui possèdent des monopoles sur l'information transforment l'économie physique en une dépendance subissant en permanence la pression de la maximisation des revenus financiers. Les territoires, les travailleurs, y sont jetables, ou reconfigurables à merci. Dans les marges de ce monde, ceux qui ne réunissent pas les conditions de revenu ou de socialisation pour être des terminaux rentables survivent de débrouilles aux franges de la légalité et des miettes de systèmes de solidarité privés de leurs ressources. La criminalité organisée prospère sur la déconnexion entre prix et coûts de production¹, qui lui permet de transformer la contrefaçon en industrie utilisant les mêmes circuits que les multinationales. Ceux qui disposent du confort nécessaire tentent d'échapper à la perte de sens qui résulte de tous ces mécanismes par le repli sur soi et la reconstruction d'un environnement protégé dans une sphère privée.

1. Lorsque le prix d'un produit physique est dix ou cent fois supérieur au coût de sa fabrication, il devient extrêmement tentant d'en produire industriellement des copies.

Aperçu

Notre présent est gros de ces deux mondes. Ils l'habitent l'un comme l'autre, mais leur cohabitation est si tendue, si explosive, que l'heure des bifurcations arrive. Dans les quelques années qui viennent, nous allons prendre des décisions qui détermineront de façon irréversible lequel de ces deux mondes va dominer notre avenir. Mais d'où viennent ces deux mondes ? Une *cause commune* les a mis en mouvement. La naissance de techniques permettant d'extraire l'information, de la créer, de la transformer, de lui donner forme, de l'échanger, de reconnaître des éléments d'information dans ce qui paraissait autrefois simple agencement de matière ou mystérieux phénomènes du vivant, constitue cette cause commune. On a tant parlé d'information, d'économie de l'information, des techniques d'information et de communication, que plus d'un lecteur doit les avoir rangées parmi ces concepts vagues qui vivent ce que vivent les modes intellectuelles. Pourtant, il est aujourd'hui possible de quitter le terrain des invocations pour vraiment comprendre en quoi l'information et ses techniques sont une transformation majeure des civilisations humaines, et comment la collision entre leur naissance et les mécanismes antérieurs de l'économie monétaire et des régimes de propriété nous précipite dans ces mondes contradictoires.

Le chapitre 2 fait vivre les révolutions techniques, sociales et intellectuelles qui ont permis l'émergence de l'information et de ses techniques. Plus encore, il explicite en quoi leurs propriétés fondamentales peuvent rendre possibles à la fois de

nouvelles formes de coopération et de développement humain, et une immense concentration de la puissance chez ceux qui parviennent à s'appropriier l'information ou à contrôler son usage. Les commentateurs se sont pour l'instant centrés sur des propriétés de l'information qui n'expliquent qu'une petite part de ses effets. Ils insistent sur la possibilité de réplication parfaite et tendancielle-ment gratuite de l'information, et, par là, de ce qu'elle représente. Ces phénomènes, plus anciens qu'on ne le pense, sont bien sûr importants, mais ils ne prennent tout leur sens que si on y ajoute la capacité humaine de créer, échanger, partager, représenter, qui est la vraie spécificité de l'ère de l'informatique et des réseaux. L'informatique autorise de nouvelles façons de penser, de percevoir, de présenter ce que nous élaborons. Les réseaux, lorsqu'ils sont construits pour que chacun puisse y être acteur, rendent possibles de nouvelles façons de coopérer, de partager et de produire tout ce qui relève de l'immatériel, de la culture aux savoirs.

Le chapitre 3 fait le récit d'une tragédie clandestine qui a bouleversé en trente ans l'équilibre de nos sociétés, de l'économie et de notre planète : la montée d'une folie de l'appropriation de l'information, et le fait que cette folie a longtemps masqué les promesses des nouveaux modes de coopération et de création technique, artistique ou simplement sociale. Avant que les bénéfices des nouvelles formes de coopération ne s'imposent, nous vivons une période dans laquelle ce sont des mécanismes de propriété (brevets, droits d'auteur patrimoniaux) et de contrôle centralisé par de grandes firmes qui s'emparent des techniques informa-

tionnelles. Ces industries de la propriété informationnelle paraissent très différentes les unes des autres, puisqu'elles peuvent produire des semences agricoles tout comme des logiciels, des films ou des émissions télévisées tout comme des médicaments biotechnologiques, ou même distribuer des biens physiques comme les vêtements, auxquels s'ajoute un « surplus informationnel » à travers les marques. Mais elles ont en commun de s'être fait décerner des monopoles pour une activité très peu coûteuse bien qu'étant essentielle : la reproduction de l'information contenue dans leurs produits. Comme ces monopoles sont fragiles, puisqu'il est souvent difficile de contrôler leur application, elles les complètent par le contrôle des canaux de production et de distribution, par des mesures de police et de surveillance. Ces mêmes acteurs industriels tentent d'imposer des modèles de consommation synchronisée de leurs produits par une promotion effrénée, toujours plus envahissante dans l'espace public et la vie privée.

Tout cela ne serait qu'anecdote si ces acteurs pouvaient espérer imposer leur modèle sans détruire le précieux potentiel de la révolution informationnelle. Car, en parallèle avec la folie de la propriété, un nouveau continent apparaît : celui des biens communs informationnels, des créations qui appartiennent à tous parce qu'elles n'appartiennent à personne. Ce continent est celui des logiciels libres, de la science ouverte, des encyclopédies libres, de nouvelles formes artistiques, des médias coopératifs où chacun contribue à créer l'information et à la commenter. C'est le continent du partage et de la démultiplication des connaissances,

mais aussi celui de la coopération politique mondiale des acteurs sociétaux préoccupés d'intérêt général. Comme lors de tout changement aussi radical, les nouvelles capacités sont immatures, fragiles, susceptibles d'être perverties ou détournées de leur potentiel. Elles réclament toute notre attention, et ne montreront leur plein potentiel que dans la durée. Mais dès à présent leurs réalisations esquissent de nouvelles sociétés de l'abondance, économes de leurs ressources physiques, mais riches de toute la créativité des êtres humains. Que peut alors le commerce de la rareté au milieu de la création de l'abondance? Que peut la promotion à un instant donné de 40 titres musicaux au milieu de l'accessibilité de centaines de milliers de créations? Que peut la propriété au milieu de biens communs qui prennent plus de valeur chaque fois qu'un nouvel être humain se les approprie? Les colosses aux pieds d'argile qui vivent de la capitalisation de la propriété intellectuelle ne peuvent tolérer cette concurrence des biens communs. Ils ont entrepris de tout assécher autour d'eux. Alors qu'ils ne représentent qu'une petite part de l'économie, et une bien plus petite encore de l'univers social et humain, ils entendent qu'on transforme le reste en désert, ou tout au moins en ghetto toujours rétréci, en exception que leurs idéologues décrivent comme anomalie.

La définition de ce que nous partageons et de ce que nous faisons objet de propriété devient alors un enjeu essentiel. Le chapitre 4 s'efforce de construire les fondations solides d'une philosophie en la matière. Il s'inspire largement des penseurs améri-

cains des biens communs, en situant leur apport dans un projet social et politique plus global. On y propose de revenir aux sources des droits positifs, de ces droits de chacun d'entre nous qui sont constitutifs de la possibilité d'exister socialement, de notre relation aux autres et de notre capacité collective à ressaisir les fils de notre destin.

Le chapitre 5 parcourt la dimension planétaire des tensions entre propriété et biens communs. Il démonte la stratégie qui a participé à la mondialisation de la propriété, et rappelle ses désastreux effets sur les systèmes de santé publique, d'éducation, et plus généralement de développement des pays du tiers-monde. Surtout, il montre comment la promotion mondiale des biens communs est le fil d'une nouvelle coalition entre associations d'intérêt général, intellectuels, scientifiques et acteurs des pays du Sud. Cette coalition remporte ses premières victoires, mais elle se heurte toujours à une résistance obtuse des gouvernements du Nord, qui s'identifient aux groupes d'intérêts de la propriété en proportion de leur puissance, même lorsque cette puissance mine chaque jour davantage les ressources de l'action publique. Cette coalition mondiale pour les biens communs, aussi fragile soit-elle, est la plus précieuse. Bien loin des mirages du tiers-mondisme à l'ère des décolonisations, c'est une coalition qui reconnaît et travaille la complexité, qui esquisse la naissance d'un « public » mondial, vigilant acteur du destin de notre petite planète.

Au cœur de la difficulté à ressaisir notre destin à l'ère de l'information se trouve la question de l'articulation des activités informationnelles avec l'économie physique et monétaire. Le chapitre 6 est

tout entier consacré à cette question. On y propose d'évaluer la faillite des instruments de mesure que nous ont légués cent cinquante ans d'économisme. On y montre que la création informationnelle mérite d'être pensée comme un nouveau mode de production, irréductible aux marchés, à la propriété et aux contrats. On y esquisse les articulations possibles entre l'économie, la gestion des ressources physiques et ce nouveau mode de production, qui implique de laisser vivre la sphère informationnelle comme un écosystème humain, affranchi de l'économique, financé par lui à un niveau global, et contribuant à son renouveau.

Enfin, le lecteur trouvera dans ce livre et dans sa conclusion quelques propositions concrètes. Une coalition comme celle que je propose vaut ce que valent ses priorités. En voici quelques-unes : redéfinir les arbitrages fondamentaux entre biens communs et propriété. Soutenir les coopérations informationnelles, mûrir les techniques qui les permettent... et notre rapport à ces techniques. Reconquérir le temps humain, victime d'une immense prédation par la télévision, et reconstruire l'équilibre de notre usage de ce temps, notamment entre activités informationnelles et activités physiques. Réformer la fiscalité, en commençant par celle qui s'applique aux titres de propriété intellectuelle. Aider les industries de l'économie physique à retrouver un développement respectueux de la planète et des droits sociaux en les affranchissant de la concurrence absurde des taux de profit des industries de la propriété. Construire de nouvelles alliances entre acteurs sociétaux et États.

Ces choix sont rendus plus urgents par un

contexte international qui voit l'exercice de la puissance politique et militaire prendre des formes inédites. Notre temps semble laisser peu d'espace pour que de nouvelles constructions fleurissent entre une domination sauvage et mensongère, agitant des menaces réelles qu'elle renforce sans cesse, et la barbarie régressive des fondamentalismes qui lui sert de justification et lui répond inévitablement. Des commentateurs comme Emmanuel Todd ont proposé une vision « optimiste » de l'évolution future des fondamentalismes. Leur irruption s'expliquerait notamment par le désarroi créé chez certains par le progrès indiscutable de l'alphabétisation, du contrôle des naissances, bref, de libertés dont nous ne pouvons que nous réjouir, et qui participent du premier monde, celui des échanges informationnels et de la coopération. Que l'on soit d'accord ou non avec cette explication, l'optimisme qui l'accompagne ne peut être justifié que si le chemin vers ce premier monde est maintenu ouvert, travaillé et construit pour tous.

L'irruption de la violence est liée aux mutations informationnelles d'un autre point de vue : qu'auraient été Bush et Blair sans Murdoch ? Que seraient les fondamentalismes sans la caisse de résonance d'Al-Jazira¹ ou l'amplificateur de Clear Channel ? À l'opposé, l'apparition des acteurs du capitalisme informationnel n'est pas plus indépendante du

1. Le contenu des programmes d'Al-Jazira et des autres chaînes satellitaires des pays du Golfe est plus complexe que celui de Clear Channel. Il reflète l'ambiguïté des régimes qui les financent, leur souci de donner des gages aux fondamentalistes dans l'espoir d'apaiser les tensions locales tout comme leur adhésion au modèle de CNN.

politique : que seraient Microsoft, Sanofi-Aventis, Monsanto, Pfizer, Vivendi-Universal ou Bayer Crop sans la complaisance avec laquelle les politiques se croient obligés de défendre et d'étendre leurs intérêts ? Cependant, bien que liés, les deux phénomènes ne doivent pas être confondus. Parmi ceux qui entendent refermer les portes de la propriété sur l'émergence des biens communs, on trouve certes des néoconservateurs cyniques qui entendent construire un nouvel instrument de domination. Mais on y compte aussi des sociaux-démocrates déboussolés qui minent chaque jour un peu plus la base de la justice qu'ils aimeraient construire en offrant aux industriels supposés produire la richesse à distribuer de nouveaux moyens d'échapper aux pesanteurs du social et de l'humain.

Progressivement, les acteurs mondiaux des biens communs deviennent conscients d'eux-mêmes et créent les médiations de nouvelles solidarités humaines. Ils se coalisent pour affirmer la légitimité de leur projet, et pour résister à ce qui veut le détruire. Ils esquissent des figures novatrices de l'État, garant de leur existence et organisateur de ses conditions, et proposent de nouvelles formes de l'économie, bénéficiant de l'existence des biens communs et se développant de façon compatible avec leur nature. Il est temps d'y prêter l'oreille et d'y donner un sérieux coup de main. La floraison viendra, et lorsqu'elle viendra elle aura, comme la victoire, beaucoup de parents et beaucoup d'amis, mais il vaudrait mieux qu'elle vienne avant que la barbarie – même si elle n'est qu'un hoquet momentané – ne se soit encore étendue.

La tension résultant des symptômes contradictoires décrits dans ce chapitre explique la grande confusion qui entoure ces sujets. Cette tension s'exprime en chacun d'entre nous. Ainsi les individus sont-ils à la fois soumis aux effets d'extériorité à eux-mêmes, de mise en scène déréalisante, liés aux médias centralisés, et rendus plus capables de construire des représentations, de les faire circuler. Selon que le contexte social et technique sera favorable à une appropriation constructive et éthique ou au contraire perverse et compensatoire, il en résultera des comportements qui nous apparaissent comme radicalement opposés. Pourtant, c'est bien un même univers qui nous donne l'horreur devant les photographies de tortures dans les prisons en Irak ou, reflet monstrueux, la mise en scène de l'exécution d'un otage américain, et l'émerveillement devant les nouvelles formes de coopération et d'expression.

Démêler un tel écheveau et cerner les voies de l'action possible afin d'influer sur son avenir mérite bien un petit voyage pour explorer ses racines.

Liste des encadrés

Machines universelles	51
L'informationnel, la production et le biologique ...	54
Représentations à plusieurs niveaux :	
l'exemple de la musique	69
Les mécanismes du	
capitalisme informationnel	81
Les semences « hybrides » et	
l'asservissement des agriculteurs	82
La concentration des médias	92
Trente ans de frénésie d'appropriation	100
Brevetabilité des logiciels et méthodes	
de traitement de l'information	103
L'alternative des médias coopératifs	116
L'archivage sociétal des radios publiques	117
Les publications scientifiques en accès libre	
et la science ouverte	120
L'argumentaire de scientifiques européens	
contre la brevetabilité des logiciels et	
traitements de l'information	133
La justification fondamentaliste	
de la propriété intellectuelle	150
Les batailles du riz	168
Ronald Coase et l'analyse	
des coûts de transaction	206

Table

Préface	11
CHAPITRE 1	
Deux mondes en un	19
<i>Première observation : Wikipedia</i>	20
<i>Deuxième observation : les multinationales de l'information en guerre contre leurs clients</i>	22
<i>Les deux mondes</i>	23
<i>Aperçu</i>	29
CHAPITRE 2	
D'où vient la rupture ?	
L'information et ses techniques	39
<i>Quelques objets techniques de plus, ou bien une nouvelle civilisation ?</i>	39
<i>Généalogie miniature</i>	44
<i>Machines universelles</i>	47
<i>Et la communication ?</i>	57
<i>Asservissement ou libération ?</i>	63
<i>Nature de la rupture informationnelle</i>	66

CHAPITRE 3

Une tragédie en quatre actes	73
<i>Acte I – L'émergence silencieuse des biens communs informationnels</i>	73
<i>Acte II – Frénésie de l'appropriation</i>	79
INDUSTRIES DE LA PROPRIÉTÉ, 79 – CONTRE-RÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE, 94 – TRENTE ANS DE FRÉNÉSIE, 99	
<i>Acte III – Les biens communs deviennent conscients d'eux-mêmes</i>	107
LOGICIELS LIBRES, 108 – L'EXPLOSION DES BIENS COMMUNS INFORMATIONNELS, 115 – VERS LES BIENS COMMUNS ARTISTIQUES, 121	
<i>Acte IV – La grande collision</i>	125

CHAPITRE 4

Retour aux sources : reconstruire les droits	137
<i>Tragédie des enclosures</i>	138
<i>Droits intellectuels positifs : une Constitution pour l'ère informationnelle</i>	141
DÉLIQUESCENCE, 141 – LE CONTENU DES DROITS INTELLECTUELS POSITIFS, 145 – LES DROITS INTELLECTUELS POSITIFS COMME CONDITION DE LA DÉMOCRATIE, 154	

CHAPITRE 5

Quelle planète informationnelle?	159
<i>Le Sud s'en mêle</i>	159
<i>Le développement par les biens communs informationnels</i>	174

CAUSE COMMUNE

<i>Un nouveau regard sur les biens communs physiques</i>	176
<i>Le rôle de l'État à l'égard des biens communs</i> ..	177

CHAPITRE 6

Civilisation immatérielle, économie et capitalisme	181
<i>Petite exploration de la complexité</i>	182
<i>Le quatrième niveau des échanges</i>	186
CHAMPS DE L'ÉCONOMIE, 188 – TEMPS DES ACTIVITÉS, 194 – MARCHANDISATION OU AFFRANCHISSEMENT ?, 199 – BIENS PUBLICS SOCIAUX, 201	
<i>La production sociétale</i>	203
<i>Écologie humaine des échanges d'information</i>	208
ET LES CRÉATIONS CULTURELLES ?, 211	
<i>Couplages avec l'économie monétaire</i>	216
LE FINANCEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME INFORMATIONNEL, 216 – DEVENIR DE L'ÉCONOMIE, DE LA MONNAIE ET DE L'IMPÔT, 219	
<i>Soutenabilité de l'écosystème informationnel</i>	222
GENRES, 223 – INFORMÉDUCATION, 227	

CHAPITRE 7

Propositions	231
<i>Redéfinir les arbitrages fondamentaux entre biens communs et propriété</i>	232
<i>Conséquences dans les secteurs touchés par le capitalisme informationnel</i>	239
L'INNOVATION DANS LES INDUSTRIES MIXTES, 239 – FISCALITÉ DU CAPITAL INFORMATIONNEL, 242	
<i>Autonomiser l'écosystème informationnel</i>	247

<i>Reconquérir le temps humain (la réduction du temps consacré à la télévision comme politique sociale fondamentale)</i>	252
<i>De nouvelles alliances entre société et État</i>	256
<i>Pour la route</i>	261

Glossaire	265
Bibliographie	269
Liste des encadrés.....	279